

VOYAGE DANS L'ARCHIPEL FRANÇAIS

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-MICHEL BRETONNIER
region@lavoixdunord.fr
PHOTOS PIB



La France a longtemps été coupée en deux. Gauche contre droite. Société d'en haut contre société d'en bas. Jérôme Fourquet démontre aujourd'hui que notre pays est devenu un archipel, avec ses îles et ses îlots. L'individualisation en cours et les nouveaux clivages politiques font sauter les repères traditionnels.

Jérôme Fourquet est l'auteur du livre « L'Archipel français, naissance d'une nation multiple et divisée », au Seuil.

– Vous montrez, dans votre livre, à quel point la société française est désormais déstructurée et éclatée comme les îles d'un archipel. Vous utilisez un moyen assez inédit, l'analyse des prénoms donnés depuis 1900, pour décrire et expliquer cet éclatement...

« Ce travail s'appuie sur des études d'opinion et sur une autre approche qui consiste à étudier l'occurrence des prénoms donnés en France depuis 1900, soit plus de 80 millions de naissances. Un prénom dit beaucoup sur celui qui le donne : de qui veut-on se rapprocher, à quel groupe veut-on se raccrocher, de qui souhaite-t-on se distinguer. L'individualisation de la société est démontrée par l'explosion du nombre de prénoms différents. De 1900 à 1945, la France a fonctionné avec 2 000 prénoms. On passe à 3 000 dans les années 60 et on est aujourd'hui à 13 000 prénoms différents utilisés chaque année, sachant qu'on exclut 50 000 prénoms donnés une seule fois. Les parents sont dans une volonté déterminée de donner à leur enfant un prénom rare. »

– C'est une rupture. Ces enfants ne s'appellent ni comme leurs ancêtres, ni comme leurs voisins...

« Plus comme leurs ancêtres, c'était la lignée, ni comme leurs camarades de classe. On veut un prénom qui se différencie. L'étude valide le constat d'une déchristianisation de la société, qu'on mesure grâce à des sondages sur le nombre de catholiques allant à la messe, 35 % en 1960, 5 à 6 % aujourd'hui. Ainsi, le prénom Marie est donné à une petite fille sur cinq en 1900. On est aujourd'hui à moins de 1 %. Quand on fait la carte des Marie en 1900, on a celle du ca-

nombre des prénoms polonais à leurs enfants. Après 15 ou 20 ans, ce n'est plus le cas. Cette population, par le travail, par le mariage, s'est fondue dans la société française. Même phénomène avec les prénoms portugais dans les années 70. Dans les années 60, les prénoms donnés par des immigrés maghrébins et africains et rattachés à la culture arabo-musulmane représentent 1 %, pour 18 % aujourd'hui. Cela montre la puissance et la dynamique de cette immigration. Cela ne veut pas dire, qu'elle ne s'intègre pas du tout (de nombreux cas prouvent le contraire). Une des explications est qu'elle recherche aussi à se démarquer, comme les autres composantes de la société. »

– Quelles sont les principales composantes de cet archipel qu'est devenue la France selon vous ?

« Différents processus de fragmentation ont abouti à la création d'îles ou d'îlots au sein de la société. La démocratisation de l'accès au supérieur a élargi la catégorie des diplômés, qui représentent aujourd'hui de 15 à 20 % de la population. Avec un tel nombre, ces membres peuvent vivre entre eux, en autonomie, et avoir le sentiment, faux bien sûr, que le reste de la société vit à leur image. La concentration géographique de ces diplômés du supérieur dans les métropoles les isole. D'autre part, des institutions ou des lieux qui permettaient autrefois un brassage ont disparu ou se sont affaiblis. L'école est de plus en plus segmentée socialement et donc ces catégories supérieures sont de moins en moins en phase avec le reste du pays. La société a toujours connu des niveaux sociaux inégaux. Mais autrefois, elle était en silo. Il existait dans votre région par exemple, un patronat chrétien et la CFTC, syndicat chrétien ... »

« L'individualisation de la société est démontrée par l'explosion du nombre de prénoms. On compte 2 000 prénoms de 1900 à 1945, on passe à 3 000 dans les années 60, et on en est aujourd'hui à 13 000. »

tholisme. Dans le Finistère, on arrive à 47 % de Marie en 1900. Pour les garçons c'était Jean, avec 16 % en 1900. Un autre enseignement est celui de l'autonomisation culturelle des milieux populaires. Traditionnellement, les élites adoptaient des prénoms, repris ensuite par les milieux populaires. Aujourd'hui, cette volonté de copier "la France d'en haut" ne fonctionne plus. On le mesure par la formidable vogue, qui s'est tarie, des prénoms anglo-saxons, le fameux Kevin, par exemple. C'est la démonstration de l'ouverture de la société, et de ses classes populaires, sur la culture mondialisée. C'est l'affirmation de la volonté de ces milieux de s'autonomiser. Elle nous dit aussi beaucoup sur l'histoire des immigrations et le degré de puissance du modèle assimilationniste français. Les immigrés polonais, après la Première Guerre, donnent en grand

... Dans l'autre camp, laïc, de gauche, on trouvait aussi des élites et des classes populaires. Ces silos ayant explosé, ces strates demeurent, mais il n'y a plus rien pour faire la communication entre le haut et le bas. Le catholicisme n'a pas, bien sûr, disparu, mais il n'a plus la puissance structurante et d'influence qu'il avait. Les catholiques ne constituent plus qu'une île de cet archipel, alors qu'ils étaient autrefois une part massive et déterminante de la société.

Les immigrations elles-mêmes sont diverses et constituent des îlots. Tout cela crée un patchwork. S'ajoutent les îlots géographiques, qui définissent des modes de vie différents au sein des classes populaires, selon qu'on a besoin ou non de sa voiture. Ceux qui ont constitué les troupes des Gilets jaunes au départ faisaient partie de la catégorie des salariés modestes, mais avaient en commun d'être dépendants de la voiture pour se déplacer. Ce mouvement nous dit beaucoup des mutations, très rapides, qu'a connues le monde du travail. Le tertiaire s'est développé en même temps que l'industrie déclinait. Et avec les services, se sont multipliés des emplois différents. Le gilet jaune a remplacé le bleu de travail. C'est un nouveau prolétariat qui œuvre dans les services, des entreprises très atomisées, très peu syndicalisées.

– En quoi la fragmentation de la société est-elle la cause du bouleversement politique auquel on assiste ?

« La société était organisée depuis la Révolution autour d'une confrontation gauche – droite, dont les racines profondes renvoyaient à la question religieuse. La carte électorale de la France au moment du Front populaire en 1936, bizarrement, ne cor-

« Le gilet jaune a remplacé le bleu de travail. C'est un nouveau prolétariat qui œuvre dans les services, des entreprises très atomisées, très peu syndicalisées. »

respond pas à des cartes de répartitions sociales, mais à celle de l'influence religieuse. Le soubassement historique de la confrontation gauche – droite, c'était d'abord le camp catho contre le camp laïc. On a vécu sur cet affrontement depuis la Révolution française et jusqu'au milieu des années 80. Tout s'est détraqué progressivement, sous l'effet de l'affaiblissement de l'influence religieuse et de la chute du Parti communiste, qui ont fait place à de nouveaux clivages. L'un lié à l'immigration - le FN émerge au milieu des années 80 -, l'autre à la construction européenne et à l'acceptation ou non de la mondialisation des échanges. Les résultats du référendum de Maastricht en 92 sont déroutants. La coupure traverse les partis. On n'est plus tout sur le bon vieux clivage gauche – droite. Autre chose est en train de se passer. Arrive 2017 et Emmanuel Macron. La rencontre d'un individu et d'un contexte fait advenir une nouvelle période. Ce nouveau paysage politique très éclaté est la mise en conformité de notre paysage électoral avec la réalité économique, sociale et culturelle de la France existante depuis des années. Pour moi, les choses ne sont pas encore stabilisées. D'où le chaos actuel dans les urnes, mais aussi dans la société, avec le mouvement des Gilets jaunes. Une crise qui survient un an et demi seulement après l'élection triomphale du



président de la République et l'entrée de 350 députés majoritaires à l'Assemblée nationale. On voit se développer de nouvelles formes de participation, le succès des pétitions en ligne, des cagnottes, des mobilisations radicales, à rebours des participations classiques, dans les urnes, ou en s'engageant dans un parti.

– La nation, idée qui semble renaître, est en contradiction avec cet éclatement que vous décrivez...

« Chacune des îles qui composent l'archipel n'est pas complètement isolée. On note bien sûr des regroupements, qui se retrouvent sur certains points.

« On a vécu sur un affrontement gauche – droite depuis la Révolution et jusqu'au milieu des années 80. Tout s'est détraqué sous l'effet de l'affaiblissement de l'influence religieuse et de la chute du Parti communiste. »

Il y a des choses en commun, une langue, une histoire, des institutions, et on voit bien, par exemple au moment de Notre-Dame de Paris, ou d'autres événements tragiques, un certain nombre de forces de rappel. Mais en réalité, si l'on proclame tant le vivre-ensemble, c'est qu'il ne cesse de décliner. On le voit à travers la célébration de la France championne du monde de football en 1998 et en 2018. L'IFOP a posé les mêmes questions aux Français aux deux occasions. Quand on demande si cette victoire va permettre de rapprocher les gens, ceux qui sont issus de l'immigration et les autres, en 98, 50 % des Français pensent que oui, en 2018, ils ne sont plus que 25 %.

Cela dit, il ne faut pas idéaliser pour autant d'autres périodes où la communauté nationale aurait été parfaitement unie, dans une région comme la vôtre, les conflits de classe ont pu être violents, mais c'était bloc contre bloc. Légitimement, les dirigeants politiques se saisissent des grands événements, tragiques ou festifs, pour tenter de recréer du commun. L'actuel président de la République l'a fait tout récemment avec l'incendie de Notre-Dame.

– On ne constate ce phénomène de désaffiliation à de grands courants religieux ou politiques que pour le déplorer.

« Il y a des aspects qui peuvent être émancipateurs. Mais on constate au niveau global des effets destructurants. Quand Emmanuel Macron fait remarquer la difficulté qui est la sienne au moment du grand débat (« Il faudrait que je fasse 66 millions de réponses »), on est bien passé d'une société qui n'a jamais été homogène, mais qui était structurée en blocs, à une société d'individus. En termes de gouvernance, de capacité à projeter tout un peuple vers un horizon commun, c'est bien plus compliqué. »

– On est dans la phase de crise, la plus perturbante...

« Je ne pense pas qu'on reviendra à la situation précédente. Ce processus d'autonomisation des individus va continuer, on ne fera pas revenir les gens dans des carcans. Et donc on peut s'interroger sur ce que pourraient être aujourd'hui les grands récits qui permettraient d'agréger beaucoup de ses îles et de ses îlots. Par exemple, le discours sur la nécessité de la transition écologique aura-t-il la capacité à recréer du commun ? »

BIO EXPRESS

- 1973 : naissance au Mans.
 - 1994 : diplôme de l'Institut d'études politiques de Rennes.
 - 1995 : DEA de géographie électorale à Paris VIII.
 - 2011 : Devient directeur du département Opinion et Stratégies d'entreprise de l'IFOP.
- Auteur de nombreux ouvrages, il publie cette année *L'Archipel français, naissance d'une nation multiple et divisée*, et collabore régulièrement avec plusieurs médias.

